

Arrêt

n° 307 501 du 30 mai 2024
dans l'affaire X / I

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître F. HASOYAN
Luikersteenweg 289/gelijkvloers
3500 HASSELT

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 25 octobre 2023, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire, prise le 21 septembre 2023.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « *la loi du 15 décembre 1980* ».

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 20 février 2024 convoquant les parties à l'audience du 22 mars 2024.

Entendu, en son rapport, Mme M. GERGEAY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me H. VAN NIJVERSEEL *loco* Me F. HASOYAN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me D. STEINER *loco* Mes C. PIRONT et E. BROUSMICHE, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. La partie requérante est arrivée sur le territoire belge à une date que le dossier ne permet pas de déterminer.

1.2. Le 20 novembre 2020, elle a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, en sa qualité de descendante à charge de M. [B. A.], de nationalité belge, sur la base de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980.

Le 24 février 2021, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire (annexe 20).

Par un arrêt n° 260 442 du 9 septembre 2021, le Conseil a rejeté le recours en suspension et annulation introduit contre cette décision.

1.3. Le 22 mars 2023, la partie requérante a introduit une nouvelle demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union, en la même qualité.

Le 21 septembre 2023, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois sans ordre de quitter le territoire (annexe 20). Cette décision, qui a été notifiée le 27 septembre 2023, constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« est refusée au motif que :

- l'intéressé(e) n'a pas prouvé dans le délai requis qu'il ou elle se trouve dans les conditions pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen l'Union ou d'autre membre de la famille d'un citoyen de l'Union ;

Le 22.03.2023, la personne concernée a introduit une demande de regroupement familial en qualité de descendante de [B.A.] (NN. [X]) de nationalité belge, sur base de l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

A l'appui de sa demande, bien qu'elle ait produit la preuve de son identité et de son lien de parenté avec la personne qui lui ouvre le droit au regroupement familial, la condition de la qualité « à charge » exigée par l'article 40ter de la loi du 15/12/1980, n'a pas été valablement étayée.

En effet, tout d'abord, l'intéressée n'a pas démontré qu'elle ne disposait pas de ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays d'origine ou de provenance, pour subvenir à ses propres besoins. A cet effet, divers documents ont été produits :

- (1) les attestations de revenu produites au nom de l'intéressée ne sont pas prises en considération comme documents probants de sa situation financière dans son pays d'origine ou de provenance. En effet, elles ne mentionnent ni le numéro d'identifiant fiscal de la personne concernée ni le code de vérification du document. Or, ces données sont indispensables pour la vérification de son authenticité sur le site officiel gouvernemental marocain <https://attestation.tax.gov.ma/attestations/verifAttest.html>. Ces manquements constituent un vice de forme qui enlève toute force probante au document, l'Office des étrangers étant dans l'impossibilité de vérifier leur légalité et leur authenticité. Par conséquent, la personne concernée n'a pas démontré qu'il était sans ressources ou que ses ressources étaient insuffisantes dans son pays de provenance ;
- (2) les attestations de non-imposition à la TH-TSC du 10/02/2022 et du 11/05/2023 ne démontrent pas que la personne concernée est sans ressource ou que ses ressources sont insuffisantes mais permettent tout au plus d'établir qu'elle n'est pas imposée en matière de taxe à l'habitation et des services communaux.

Ensuite, l'intéressée ne démontre pas qu'elle bénéficiait d'une aide financière ou matérielle de la personne lui ouvrant le droit au séjour, lorsqu'elle était dans son pays d'origine ou de provenance. Divers documents ont été produits à cet effet :

- (1) les envois d'argent effectués par un tiers vers l'intéressée ou vers des tiers, ne sont pas pris en considération car il n'est pas assuré que l'aide provient bien du regroupant et/ou que l'intéressée en est réellement la bénéficiaire ;
- (2) les 5 envois d'argent produits (1 en 2013, 1 en 2017 et 3 en 2018) ne nous permettent pas, à eux seuls, d'évaluer la réalité d'une prise en charge mais indiquent tout au plus qu'il s'agit d'une aide ponctuelle.

Enfin, les documents relatifs à la situation de l'intéressée en Belgique (contrat de travail, fiches de paie, JobPass, carte bancaire, fiche 281.10, compte individuel, CV et dépôt de candidature, attestations Actiris et Forem, attestation du CPAS, document de la mutuelle, la demande d'ouverture d'un compte bancaire) ne sont pas pris en considération étant donné qu'ils ne donnent aucune indication quant à la situation de l'intéressée dans son pays d'origine ou de provenance. De même quant au diplôme marocain, à l'attestation de réussite ainsi qu'à l'extrait de casier judiciaire marocain, ces derniers documents ne sont pas pris en compte étant donné qu'ils ne permettent pas d'établir que l'intéressée était à charge du regroupant lorsqu'elle se trouvait dans son pays d'origine ou de provenance.

La personne concernée est tenue d'apporter la preuve des éléments qui sont de nature à fonder sa demande, ce qui implique que la demande doit être suffisamment précise et étayée, voire actualisée si nécessaire. Il incombe donc à la personne concernée d'invoquer ou fournir d'elle-même l'ensemble des éléments utiles à l'appui de sa demande et il n'appartient pas à l'Office des étrangers de l'entendre préalablement à l'adoption de la présente décision.

Au vu de ce qui précédé, les conditions de l'article 40ter de la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne sont pas remplies, la demande est donc refusée ».

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique libellé comme suit :

« - Schending van de materiële motiveringsplicht juncto:

- Schending van het rechtszekerheids- en het vertrouwensbeginsel

- Schending van art. 40ter vreemdelingenwet juncto 40bis, §2, eerste lid, 3° van de vreemdelingenwet

- Schending van de beginselen van behoorlijk bestuur: Zorgvuldigheidsplicht ».

2.2. Après avoir procédé à un rappel théorique et jurisprudentiel relatif aux dispositions et principes visés au moyen, la partie requérante fait valoir ce qui suit :

« Inzake de toekenning van een verblijfsrecht bestaan een aantal objectieve verschillen tussen de gezinshereniging met een burger van de Unie of met een niet-statische Belg, enerzijds, en de gezinshereniging met een statische Belg, bedoeld in artikel 40ter, § 2, van de Vreemdelingenwet, anderzijds. Het wordt uiteraard niet betwist dat verzoekster ouder is dan 21 jaar en dat zij bijgevolg het bewijs moet leveren dat zij ten laste is van zijn Belgische vader.

Een lezing van artikel 40bis, §§ 2, eerste lid, 3° en 4 juncto artikel 40ter, § 2 van de Vreemdelingenwet leert ons dat verzoeker het recht heeft om zijn Belgische moeder in België te vervoegen indien op cumulatieve wijze is voldaan aan de volgende voorwaarden:

- verzoeker is ten laste van de Belgische referentiepersoon en vervoegt of begeleidt haar in België. Volgens de RvV is het 'land van herkomst' niet noodzakelijk het land waarvan je de nationaliteit hebt, maar wel een ander land dan België (RvV 26 oktober 2018, nr. 211.725; RvV 10 september 2018, nr. 209.111).

- de Belgische referentiepersoon beschikt over stabiele, toereikende en regelmatige bestaansmiddelen;

- de Belgische referentiepersoon beschikt over voldoende huisvesting en een ziektekostenverzekering die de risico's in België voor haar en haar familieleden dekt.

Verzoeker wenst te accentueren dat verwerende partij heeft nagelaten om te antwoorden op de uitgebreide schriftelijke argumenten van de raadsman van verzoeker en de daarin opgenomen stukken, dewelke aan de aanvraag ab initio werd toegevoegd met een inventarisatie. Verwerende partij heeft de verplichting om alle stukken dewelke aan haar beoordeling werden voorgelegd te analyseren en afdoende te motiveren.

De Raad stelde vast dat artikel 40bis §2, eerste lid, 3° Verblijfswet niet uitdrukkelijk vermeldt dat het familielid al in het herkomstland ten laste moet zijn van de Unieburger. Maar de Raad van State (RvS) bevestigde al dat DVZ geen voorwaarde toevoegt aan de artikelen 40bis en 40ter van de Verblijfswet door te eisen dat het (klein)kind van een 'statische' Belg (Belg die geen gebruik maakt van zijn recht op vrij verkeer), moet aantonen dat het al in zijn 'land van herkomst' afhankelijk was van de materiële ondersteuning van de referentiepersoon (RvS 29 mei 2018, nr. 241.649)

Artikel 40ter Verblijfswet is volgens de RvS op zich voldoende duidelijk doordat uitdrukkelijk sprake is van familieleden "**die de Belg begeleiden of zich bij hem voegen.**" Het 'begeleiden van' of 'zich voegen bij' de Belg houdt volgens de RvS noodzakelijkerwijs in dat de vreemdeling uit het buitenland komt of gekomen is. De RvS voegt eraan toe dat een familielid geen verblijfsrecht kan ontlenen aan een situatie van onvermogen die het voor zichzelf in België creëerde, door bijvoorbeeld het niet opvolgen van verschillende bevelen en het telkens opstarten van nieuwe procedures om het verblijf te bekomen

Hoewel uit de woorden "de Belg begeleiden of zich bij hem voegen" blijkt dat het familielid uit het buitenland komt of gekomen is, betekent dit volgens de Raad niet dat het 'land van herkomst' altijd gelijkgesteld moet worden aan het 'land van de nationaliteit'. De voorwaarde in artikel 40bis § 2, eerste lid, 3° Verblijfswet moet ook gelezen worden in het licht van de rechtspraak van het Hof van Justitie (Jia en Reyes (HvJ C-1/05, C-423/12)). Volgens die echtspraak wordt met 'land van herkomst' zowel lidstaten als derde landen.

Het ten laste zijn van iemand is een financiële situatie¹², bestaande uit:

- De onvermogenheid van de persoon die ten laste is;

- Het voldoende vermogen van de persoon van wie ten laste is, om financieel voor de ander in te staan;

- De werkelijke financiële ondersteuning van de vermogende aan de persoon ten laste;

- Bewijs van deze financiële ondersteuning in het verleden³ ;

¹ RvV 3438.

² De taalkundige betekenis wordt omschreven als " voor rekening van, op kosten van (Van date), hetgeen wijst dat dit begrip eerder een financiële betekenis heeft (RvS 1 maart 2006, nr. 155.694, RvV 8254).

³ RvV 7173.

Verwerende partij **betwist** in de bestreden beslissing dat verzoekster voorafgaandelijk aan de bestreden aanvraag en reeds in het land van herkomst of afkomst ten laste was van de referentiepersoon (in casu de Belgische grootvader), waardoor zij zelf in staat was om in haar levensonderhoud en deze van haar gezin te voorzien.

Bovendien vereist de kern van het begrip 'ten laste' zijn volgens de RvV vooral een **actieve ondersteuning door de referentiepersoon, financieel of materieel**. Het betreft een beoordeling van een **feitelijke situatie**. Kenmerkend hierbij is de omstandigheid dat het familielid gesteund wordt door de referentiepersoon, om in zijn **basisbehoeften** te voorzien. Een bewijs van onvermogen is in deze context dan ook bijkomend omdat het op zich nog geen actieve materiële of financiële ondersteuning aantoont. Het onvermogen van verzoeker wordt op heden niet meer betwist door de DVZ.

- **TEN EERSTE** is het uiteraard zo dat verzoekster ten laste moeten zijn van haar Belgische vader en zij derhalve afhankelijk moeten zijn van de materiële steun vanwege hem.

Verwerende partij betwist niet dat verzoekster en haar gezin na hun aankomst in het Rijk, niet meer terug zijn gekeerd naar Marokko.

De DVZ bevestigt dit gegeven in de bestreden beslissing.

Verzoekster verwijst nogmaals naar de diverse positieve politionele woonstcontroles dewelke aan het AD zijn gevoegd en ook naar de diverse attesten samenstellingen van het gezin dewelke tevens aantrefbaar zijn in het AD.

Art. 40bis, § 2, 3° Vw. stelt aldus een bijkomende voorwaarde van zodra het kind de leeftijd van 21 jaar bereikt: het kind moet dan bewijzen dat het ten laste is van de Unieburger en/of partner dat het komt vervoegen

Het begrip "ten laste" komt voort uit het Unierecht⁴ en dient te worden geïnterpreteerd conform de rechtspraak van het Hof van Justitie⁵.

De hoedanigheid van een familielid ten laste vloeit voort uit een feitelijke situatie waarbij het familielid materieel gesteund wordt door de Unieburger of door diens echtgenoot of partner⁶.

Dit mag met elk passend bewijsmiddel aangetoond worden⁷. In de praktijk ligt de bewijslast in België zeer hoog en past de DVZ criteria toe die moeilijk verzoekenbaar is met de rechtspraak van het Hof van Justitie⁸

Verwerende partij betwist in de bestreden beslissing niet dat de aan verzoeker verleende bijstand oprecht en structureel van aard is. Dit element wordt niet betwist, evenmin besproken in de bestreden beslissing.

De eis van de DVZ dat men minstens 6 maanden financiële steun moet bewijzen is - des ondanks dat het strijdig met de mededeling van de Europese Commissie - in casu voorgelegd.

Het 'ten laste zijn' is een feitenkwestie en mag op alle mogelijke manieren bewezen worden (HVJ 16 januari 2014, Reyes, C-423/12 en HvJ 9 januari 2007, Jia, C-1/05)⁹

Deze materiële steun moet verzoeker toelaten om minimaal te kunnen overleven in zijn herkomstland of gewone verblijfplaats, rekening houdende met zijn financiële en sociale omstandigheden.

Men is als familielid ten laste van een Belg of Unieburger en diens echtgenoot of partner, als men in de maanden vóór de aanvraag voor gezinshereniging, afhankelijk was van de materiële bijstand van de persoon

⁴ Art. 2, eerste lid, 2°, sub c) en d) Burgerschapsrichtlijn.

⁵ Mededeling van de Commissie van 3 april 2014, betreffende richtsnoeren voor de toepassing van Richtlijn 2003/86/EG inzake het recht op gezinshereniging, COM (2014) 210 final, 8, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ.do?uri=COM;2014;0210:FIN/NL:PDF>, 17 (hierna: "Mededeling van de Commissie").

⁶ Zie o.m. HvJ 16 januari 2014, C-423/12, Reyes, Jur. 2014, n.n.g.; HvJ 9 januari 2007, C-1/05, Jia, punten 36-37, Jur. 2007, I, 1 en HvJ 18 juni 1987, 316/85, Lebon, punt 22, Jur. 1987, 2811.

⁷ Zie o.m. HvJ 17 februari 2005, C-215/03, Oulane, punt 53, Jur. 2005, I, 1215.

⁸ Voor een overzicht van de criteria toegepast door de DVZ en een toetsing van die criteria aan de rechtspraak van het HvJ, zie www.kruispuntmi.be/thema/vreemdelingenrecht-internationaal-privaatrecht/verblijfsrechtuitwijzing-reizen/gezinshereniging/wanneer-ben-je-ten-laste.

⁹ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM%3A2009%3A0313%3AFIN%3ANL%3APDF>.

die men komt vervoegen. Dit om minimaal te kunnen overleven in het herkomstland of de gewoonlijke verblijfplaats.

Er weze nogmaals herhaald dat verwerende partij niet effectief en afdoende aantoont dat verzoekster in Marokko arbeid in dienstverband en/of op zelfstandige basis zou hebben verricht. Verwerende partij kan evenmin dienstig naar stukken verwijzen, waaruit de tewerkstelling van verzoekster zou kunnen blijken in Marokko.

Bovendien laat verwerende partij na om te verifiëren wat de maandelijkse inkomen van verzoekster zouden bedragen in Marokko. Verzoekster had hieromtrent aanvullende informatie kunnen verzoeken aan verzoekster of zelf objectieve informatie kunnen opzoeken of opvragen, temeer daar deze informatie in het verleden blijkbaar niet interessant en beschikbaar was voor verwerende partij

Zelfs in de hypothese dat verzoekster als zijnde een arbeider of zelfstandige zou hebben gefungeerd, quod certa non, dient er te worden opgemerkt dat het basisinkomen in Marokko bijzonder laag is en aldus niet afdoende om verzoekster en haar gezin van levensonderhoud te kunnen voorzien temeer daar de DVZ het onvermogen van verzoekster ter zake niet ernstig kan betwisten.

Het is derhalve manifest incorrect en duidelijk in strijd met de objectieve stukken in het AD om te stellen dat verzoekster niet aangewezen was op de financiële stortingen vanwege haar vader.

Verwerende partij dient te onderzoeken of de materiële en financiële steun ter zake noodzakelijk en beduidend was. Dit gegeven wordt niet betwist onderzocht in de bestreden beslissing.

In het arrest JIA van het Hof van Justitie van 9 januari '2007 heeft het Hof gesteld dat de voorwaarde van "ten laste" inhoudt dat het familielid van een gemeenschapsonderdaan "de materiële ondersteuning nodig heeft van deze onderdaan of zijn echtgenoot ten einde in zijn basisbehoeften te kunnen voorzien in de lidstaat van oorsprong of van herkomst van dit familielid op het moment dat hij verzoekt om hereniging met die onderdaan". De bewijslast inzake het ten laste zijn van een Belgische vader ligt derhalve bij verzoekster.

Het staat in casu buiten kijf dat verzoekster ten laste was van haar Belgische vader en dat de materiële en financiële steun ter zake noodzakelijk en beduidend was. Dit blijkt immers uit de navolgende stelling vanwege verwerende partij.

Verwerende partij betwist in de bestreden beslissing niet dat wat het financieel en materieel aspect betreft verzoeker "degelijk" stortingsbewijzen naar voren heeft gebracht. Dit gegeven wordt in de bestreden beslissing ook niet betwist, doch wordt enkel gerelativeerd door te stellen dat verzoekster zelve de begunstigde was van deze gelden.

Verzoekster werd werkelijk financieel ondersteund door haar Belgische vader. Dit bewijs wordt aangetoond door de diverse financiële ondersteuning in het verleden samen met de aanvaarde toestand van onvermogen van verzoekster.

Het feit dat er stortingen uit het verleden gevraagd worden om de huidige toestand te bewijzen, werd al reeds door de Raad aanvaard "De Raad acht het niet kennelijk onredelijk dat de gemachtigde van de Minister in het kader van een vestigingsaanvraag van een ascendent, het bewijs eist ¹⁰van de ascendent dat hij in het verleden ten laste is geweest van de Belgische onderdaan"

Verzoekster bewijst in casu effectief haar financiële afhankelijkheid aan van haar Belgische vader.. Het bewijs van nominale stortingen uit het verleden worden zonder meer voorgelegd¹¹.

Verzoeker verwijst expliciet naar de navolgende geldstortingen, dewelke niet voor betwisting vatbaar zijn en – weze het nogmaals herhaald – verwerende partij in de bestreden beslissing niet ontkent.

Verwerende partij kan niet ernstig gaan betwisten dat de aan verzoekster verleende bijstand niet oprecht en structureel van aard is gelet de lange periode en de hoegrootheid van de geldstortingen, toch worden de voorgelegde ontvangstbewijzen zelfs niet afdoende bekeken door verwerende partij.

Verzoeker toont bovendien aan dat zij effectief onvermogen is. De DVZ mag een bewijs vragen dat betrokkene geen onroerend goed bezit in het thuisland¹².

¹⁰ RvV 20907, met verwijzing naar het HvJ, JIA, arrest C-1/05, 9 januari 2007).

¹¹ RvV 10658, RvV 22513.

¹² RvV 10291, onuitge.

Verzoekster heeft de navolgende stukken voorgelegd ten einde haar onvermogen te staven:

- **Attest dd. 12/05/2023 in hoofde van [B.K.] Nr: [X] dewelke een retroactief karakter heeft en overduidelijk de afwezigheid van elke soort van inkomen attesteert "neant" (Stukken 2).**

Verwerende partij schendt nogmaals overduidelijk het bewijskracht van dit formeel document en plaatst dit cruciaal document buiten spel door een manifest verkeerde interpretatie.

Niettegenstaande dat dit document bekomen werd wyl verzoekster al reeds in België was, blijkt uit geen enkel objectief element dat verzoekster terug is gekeerd naar Marokko, waardoor verzoekster in de mogelijkheid zou zijn geweest om onroerende goederen en/of andere inkomsten aan te schaffen of via volmacht aan te kopen. Verzoekster verwijst verder naar het attest dd. 12/05/2023 in hoofde van [B.K.] Nr: [X] dewelke over een retroactieve periode spreekt heeft en overduidelijk de aanwezigheid van elke soort van inkomen uitsluit.

Dit document is voorzien van het nationaal rijksregisternummer van verzoekster, haar duidelijke identiteit en haar adres in Marokko.

Verwerende partij gaat duidelijk door de bocht en schendt de bewijskracht van dit formeel beëdigd vertaalde documenten.

- **TEN TWEEDE** moet verzoekster tevens aantonen dat zij geen inkomsten of te weinig inkomsten heeft om rond te komen zonder financiële steun van de Belg of de Unieburger

De RvV oordeelde al eerder dat de kern van het begrip 'ten laste' vereist vooral een **actieve ondersteuning door de referentiepersoon, financieel of materieel**. Het betreft een beoordeling van een feitelijke situatie. Kenmerkend hierbij is de omstandigheid dat het familielid gesteund wordt door de referentiepersoon, om in zijn **basisbehoeften** te voorzien. Een bewijs van onvermogen is in deze context dan ook bijkomend omdat het op zich nog geen actieve materiële of financiële ondersteuning aantoont¹³.

Desalniettemin blijkt uit rechtspraak van het HvJ dat wanneer een referentiepersoon over een **lange periode regelmatig een som geld** betaalt aan een descendent, quod certa est, die voor hem noodzakelijk is om te voorzien in de basisbehoeften, dit al een **reële situatie van afhankelijkheid aantoont**. Een bewijs van onvermogen dient volgens die rechtspraak als bijkomend te worden beschouwd en kan vaak moeilijk geleverd worden (HvJ 16 januari 2014, Reyes, C-423/12, punten 23, 26 en 27).

Zij moeten ook aantonen dat zij geen onroerende goederen in eigendom hebben in het herkomstland.

Dit werd tevens aangetoond.

Ook dit gegeven wordt thans niet meer betwist door verwerende partij.

- **TEN DERDE** verwerende partij mag de eis dat het familielid in het herkomstland ten laste moet zijn niet kennelijk onredelijk invullen. Verzoekster verwijst naar nr. 192 593 van 27 september 2017 in de zaak RvV X / II

"De Raad wijst er dienaangaande tevens op dat artikel 40bis, § 2, eerste lid, 3° van de vreemdelingenwet op zich voldoende duidelijk is in die zin dat uitdrukkelijk is bepaald dat bloedverwanten in neerdalende lijn slechts als een familielid van de burger van de Unie in aanmerking komen indien deze ofwel jonger zijn dan 21 jaar ofwel ten laste zijn van de burger van de Unie én zij deze burger "begeleiden of zich bij hen voegen". Aangezien de wettelijke voorwaarde van het 'ten laste' zijn van de Unieburger onlosmakelijk wordt verbonden aan het 'begeleiden van' of het 'zich bijvoegen bij' deze Unieburger, vloeit reeds uit het bepaalde in artikel 40bis, § 2, eerste lid, 3° van de vreemdelingenwet voort dat het **ten laste zijn dient te worden beoordeeld op het moment dat de derdelander zich naar België begeeft** om er zijn Belgische (groot)ouder te vervoegen of wanneer deze zich samen met de Belgische (groot)ouder naar België begeeft om zich hier te vestigen."

Verzoekster stelt bovendien dat zij op het ogenblik van het nemen van de bestreden beslissing **nog steeds ten laste is van zijn Belgische vader.**

De Raad van State stelde in zijn arrest van 6 november 2019 met nummer 245.995 allereerst reeds op duidelijke wijze dat een interpretatie conform de richtlijn 2004/38/EG niet aan de orde is. Zo stelde de Raad van State als volgt :

¹³ RvV nr. 211.725 van 26 oktober 2018.

“Het betreft dus een zuiver interne situatie, waarop het Unierecht niet van toepassing is. Het is juist dat een richtlijnconforme interpretatie van een nationale bepaling aan de orde is, onder meer in gevallen waarin de feiten van het hoofdgeding weliswaar niet binnen de directe werkingssfeer van het Unierecht vallen, maar de bepalingen van dat recht van toepassing zijn op grond van de nationale wettelijke regeling waarin ten aanzien van situaties waarvan alle aspecten zich binnen één lidstaat afspelen, is gekozen voor dezelfde aanpak als in het Unierecht. De door eerste verzoekster ingediende aanvraag, die tot de aanvankelijk bestreden beslissing en het bestreden arrest heeft geleid, is gesteund op artikel 40ter van de vreemdelingenwet. Het blijkt geenszins dat bij de wijziging van artikel 40 en volgende van de vreemdelingenwet met de wet van 8 juli 2011 “tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen” werd gekozen voor dezelfde aanpak voor gezinshereniging van een dertelander met een zogenaamde “statische” Belg als met een andere Unieburger. Integendeel, er is uitdrukkelijk voor gekozen dat die “Belgen op voet van gelijkheid [worden] geplaatst met de vreemdelingen uit derde landen” en dat “de wet bijgevolg strenger zal worden toegepast ten aanzien van de Belgen dan ten aanzien van de burgers die de nationaliteit hebben van een lidstaat van de Europese Unie” (Parl. Stukken Kamer, nr. 53/0443-14, 150).

“Het volstond dus niet dat eerste verzoekster op het ogenblik van het indienen van de aanvraag ten laste was van de Belgische referentiepersoon, dit diende ook het geval te zijn op het ogenblik dat de aanvankelijk bestreden beslissing werd genomen. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen heeft de aangehaalde bepalingen niet geschonden door te oordelen dat aan de voorwaarde van het ten laste zijn ook moest voldaan zijn op het ogenblik dat de aanvankelijk bestreden beslissing werd genomen.” “Bij gebrek aan aanknopingspunt met de bepalingen van het Unierecht kunnen de verzoeksters niet dienstig verwijzen naar de interpretatie van richtlijn 2004/38 en de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Unie.”

Het staat in casu buiten kijf dat verzoekster ten laste was van zijn Belgische vader en voor zijn aankomst in België financieel en materieel werd ondersteund door zijn Belgische vader en zulks tot op heden.

Zodra een persoon die ten laste moet zijn zelf bijdraagt aan de bestaansmiddelen en dus in het eigen levensonderhoud kan voorzien, kan hij niet meer ten laste vallen van een ander¹⁴.

Verzoekster wenst tot slot te accentueren dat zij sedert haar aankomst in het Rijk en vanaf de ingestelde aanvraag tot vestiging ingediend in de hoedanigheid van een gezinslid tot op heden niet voltijds en ononderbroken gewerkt heeft en bijgevolg geen bestaansmiddelen gecreëerd heeft om in haar eigen levensonderhoud of deze van haar kinderen te voorzien.

Dit gegeven wordt ook niet besproken en betwist in de bestreden beslissing.

Deze stukken werden totaal niet in ogenschouw genomen door verwerende partij.

Inzake de stelling vanwege verwerende partij dat er geen sprake meer kan zijn van het zich vervoegen of vergezellen wenst verzoeker op te merken dat deze bepalingen eerder betrekking hebben op de voorwaarde van het ten laste “zijn” vervat in art. 40ter, §2, juncto art. 40 bis, §2, eerste lid, 3° van de vrw. dewelke impliceert dat het moet gaan om een **bestaande toestand**. Vermits in het voormelde art. 40ter, §2 uitdrukkelijk sprake is van de familieleden die “**de Belg**” (...) “**vergezellen of zich bij hem voegen**” en het vergezellen van of het zich voegen bij de Belg inhoudt dat de vreemdeling uit het buitenland komt of is gekomen, moet worden aangenomen dat het gaat om een toestand **die in het land van herkomst moet bestaan** (cfr. RvS 28 november 2017, nr. 239.984).

Uit het geheel van het dossier blijkt immers dat verzoeker recht heeft op gezinshereniging.

Conclusie: er dient te worden opgemerkt dat verwerende partij de bepaling **ten laste** van de referentiepersoon in hoofde van verzoekster niet afdoende heeft onderzocht, niettegenstaande dat verzoekster primordiale attesten aan het administratief dossier gevoegd. Verwerende partij diende alle opgeworpen attesten in het kader van de bestreden aanvraag in ogenschouw te nemen en te onderzoeken in het kader van de actuele persoonlijke toestand van verzoekster.

Verwerende partij kan niet louter dienstig verwijzen naar eerdere beslissingen om de bestreden beslissing te schragen, aangezien verwerende partij de bestreden aanvraag niet onontvankelijk heeft verklaard wegens het ontbreken van nieuwe elementen en verzoekster daadwerkelijk objectieve documenten uitgaande van de Marokkaanse overheid naar voren heeft gebracht die de integrale stelling van verwerende partij ontkrachten. Aangezien de motivering derhalve niet als afdoende dient te worden beschouwd en derhalve de motiveringsplicht schendt om reden dat dit motief niet op een redelijke manier getoetst is, gelet op de aard en de hechtheid van de familiale banden van verzoeker met zijn Belgische moeder en heeft verwerende partij

¹⁴ RvV 29079.

zich gestoeld op onjuiste feitenvinding en hypothesen wat betreft de afhankelijkheidsgraad, onvermogenheid en financiële situatie van de referentiepersoon betreft.

Het zorgvuldigheidsbeginsel (sensu lato) tenslotte omvat het beginsel van de evenwichtigheid: dit beginsel doelt op de evenwichtige beoordeling van alle bij de beslissing betrokken belangen. (zie W. VAN GERVEN, Beginselen van behoorlijk handelen, R.W. 1982 – 1983, 963.).

Dat de middelen bijgevolg ernstig en gegrond zijn;

Rekening houdend met wat voorafgaat, stelt verzoeker dat er in casu een schending is van en van de materiële motiveringsplicht; de artikelen 40bis, 40ter, art. 42 § 1 vreemdelingenwet en art. 52, §4 koninklijk besluit van de Vreemdelingenwet, het zorgvuldigheids- beginsel, schending van het rechtszekerheids- en het vertrouwensbeginsel een schending van het gezag van gewijsde van de eerdere vernietigingsarresten van 05 april 2022 met nummer 267.897 en van 17 februari 2023 met nummer 282.506. [...] ».

3. Discussion.

3.1. Sur le moyen unique, à titre liminaire, le Conseil observe que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation des principes de sécurité juridique et de légitime confiance, ainsi que des articles 42, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 et 52, §4, de arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, invoqués *in fine*, à défaut d'avoir indiqué la manière dont ces principes et dispositions auraient été violés par l'acte attaqué.

Le Conseil rappelle en effet que, selon une jurisprudence administrative constante, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué.

S'agissant de l'allégation de la violation de l'autorité de la chose jugée d'arrêts d'annulation précédents, le Conseil ne peut que constater qu'elle procède manifestement d'une erreur, aucun arrêt d'annulation n'ayant été prononcé précédemment sur la demande de la partie requérante.

3.2. Sur le reste du moyen, en ses branches réunies, le Conseil observe que la demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, introduite par la partie requérante en tant que descendante de Belge qui n'a pas circulé, se fonde sur l'article 40ter, §2, de la loi du 15 décembre 1980, qui prévoit notamment que « les membres de la famille visés à l'article 40bis, § 2, alinéa 1er, 1° à 3° » sont soumis aux dispositions du chapitre I^{er}, intitulé «Etrangers, citoyens de l'Union et membres de leur famille et étrangers, membres de la famille d'un Belge » du titre II consacré aux «dispositions complémentaires et dérogatoires relatives à certaines catégories d'étrangers», pour autant qu'ils accompagnent ou qu'ils rejoignent le Belge ouvrant le droit au regroupement familial.

En vertu de l'article 40bis, §2, alinéa 1er, 3°, de la loi du 15 décembre 1980, les descendants et les descendants de son conjoint ou partenaire visé au 1° ou 2°, âgés de vingt et un ans au moins, sont considérés comme membres de famille du citoyen de l'Union, s'ils sont à leur charge.

En l'occurrence, la partie requérante a plus de vingt et un ans et soutient être à charge de la regroupante.

S'agissant de la condition d'être à charge, l'article 40ter envisage expressément l'hypothèse d'un étranger qui accompagne ou qui rejoint un Belge ouvrant le droit au regroupement familial, en sorte qu'il s'agit d'une situation existant dans le pays d'origine ou de provenance (en ce sens CE, n° 251.479 du 14 septembre 2021).

Enfin, le Conseil rappelle que, dans le cadre du contrôle de légalité, il n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée.

3.3. En l'espèce, la décision attaquée repose sur la considération selon laquelle la condition « à charge » du regroupant, exigée par l'article 40ter de la loi du 15 décembre 1980, n'a pas été valablement étayée. Cette considération repose sur deux motifs, le premier tenant à l'absence ou l'insuffisance de ses ressources dans son pays d'origine qui n'aurait pas été démontrée, et le second au défaut de preuve du bénéfice d'une aide de la part de l'ouvrant-droit au pays d'origine.

3.4. S'agissant du premier motif, la partie défenderesse a en premier lieu précisé que les attestations de revenu produites ne pouvaient être prises en considération car elles sont dépourvues de force probante dès lors qu'elles ne mentionnent pas le numéro d'identifiant fiscal de la partie requérante ni le code de vérification

du document. La partie défenderesse a jugé ces mentions indispensables pour vérifier l'authenticité du document sur le site officiel gouvernemental marocain, avant d'affirmer que ces manquements constituent un vice de forme ôtant toute force probante aux documents.

Le Conseil constate que la partie requérante ne conteste ni les constats posés ni le raisonnement adopté par la partie défenderesse pour ne pas reconnaître en conséquence de force probante auxdits documents, mais se borne à opposer que l'attestation du 12 mai 2023 - qui serait rétroactive et prouverait l'absence de perception de tout type de revenu - porte le numéro national d'état civil de la partie requérante, son identité claire et son adresse au Maroc. Ce faisant, elle n'expose pas en quoi ces dernières mentions seraient de nature à invalider l'analyse de la partie défenderesse.

En deuxième lieu, la partie défenderesse a également indiqué que les attestations de non-imposition à la TH-TSC du 10 février 2022 et du 11 mai 2023 ne permettent pas de démontrer que la partie requérante était sans ressource ou que ses ressources étaient insuffisantes au pays d'origine mais qu'elles permettent tout au plus d'établir qu'elle n'est pas imposée en matière de taxe à l'habitation et des services communaux. Cet aspect de la motivation de l'acte attaqué n'est pas contesté par la partie requérante et doit être tenu pour établi.

Pour le surplus, il n'appartenait pas à la partie défenderesse de démontrer l'existence de revenus ou d'activités professionnelles dans le chef de la partie requérante mais bien à cette dernière d'apporter la preuve de son indigence au pays d'origine. Quant à la circonstance selon laquelle le revenu de base au Maroc serait extrêmement faible et donc insuffisant pour subvenir à ses besoins, il manque de pertinence dans la mesure où la situation financière de la partie requérante n'est pas connue.

3.5. S'agissant du second motif, le Conseil constate d'emblée que la partie défenderesse a pris en compte les éléments invoqués à l'appui de la demande, en sorte que le grief fait à la partie défenderesse de ne pas avoir répondu aux arguments écrits et de ne pas avoir pris en compte les documents inventoriés n'est pas fondé.

La partie défenderesse a pris soin d'exposer les raisons pour lesquelles elle a considéré que les documents produits ne permettaient pas d'établir la qualité « à charge » exigée. Elle a en effet précisé que, d'une part, les envois d'argent produits, effectués par un tiers vers l'intéressé ou des tiers, ne permettent pas de s'assurer que l'aide provient bien du regroupant et d'autre part, que les cinq envois d'argent produits ne constituent tout au plus qu'une aide ponctuelle.

La partie requérante reste à défaut de contester utilement ces considérations, se bornant pour l'essentiel à prendre le contre-pied de l'acte attaqué en invoquant avoir déposé une preuve correcte des dépôts, qu'elle a réellement été soutenue par son ascendant durant une longue période et que l'aide financière dont elle a bénéficié était « réelle et structurelle » (traduction libre). La partie requérante soutient également que ces caractéristiques ne seraient pas contestées par la partie défenderesse dans sa décision. Cette affirmation est cependant manifestement contraire à la motivation adoptée.

3.6. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique n'est pas fondé.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente mai deux mille vingt-quatre par :

Mme M. GERGEAY, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

M. GERGEAY